FE.
REPUBLIQUE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 99-223 DU 04 MAI 1999

portant création, attributions, composition
et fonctionnement du comité produit
intérieur brut-tableau des opérations
financières de l'Etat (PIB-TOFE).

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la loi n° 90-032 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- Vu** la Proclamation le 1er avril 1996 par la Cour constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 18 mars 1996 ;
- Vu** le décret n° 98-280 du 12 juillet 1998 portant composition du gouvernement ;
- Vu** le décret n° 96-402 du 18 septembre 1996 fixant les structures de la Présidence de la République et des ministères ;
- Vu** le décret n° 97-270 du 09 Juin 1997 portant attributions, organisation et fonctionnement du ministère des Finances ;
- Sur** proposition du ministre des Finances ;
- Le** conseil des ministres entendu en sa séance du 14 avril 1999 ;

.../...

D E C R E T E :

Article 1er.- Il est créé auprès du ministère des Finances, un comité dénommé : comité produit intérieur brut-tableau des opérations financières de l'Etat (PIB-TOFE).

Article 2.- Le comité PIB-TOFE a pour objectifs de :

- veiller à l'articulation et à la cohérence des projections des grands comptes nationaux, des opérations financières de l'Etat, de la balance des paiements et de la situation monétaire intégrée ;

- veiller à la cohérence d'ensemble des stratégies sectorielles et de politiques économiques avec le programme d'investissements publics ;

- contribuer à l'élaboration chaque année de l'avant-projet de document-cadre de politique économique qui sert de base de discussion avec les partenaires au développement de la République du Bénin.

Article 3.- Le comité PIB-TOFE a pour principales tâches :

- d'animer et de coordonner les travaux de projection et de cadrage macro-économique et financier ;

- de veiller à la cohérence des études sectorielles ;

- d'assurer la cohérence globale entre les projections financières, les projections économiques et les programmes d'investissements publics ;

- d'analyser les résultats des projections macro-économique, budgétaire et de trésorerie ;

- de produire des instruments qui permettent une meilleure analyse de la situation économique ;

- de veiller à la formation continue de ses membres afin d'assurer le renforcement des compétences ;

- de diffuser les résultats de ses travaux.

.../...

Article 4.- Le comité PIB-TOFE est composé comme ci-après :

Président : le ministre des finances ou son représentant

vice-président : le ministre du Plan, de la restructuration économique et de la promotion de l'emploi ou son représentant ;

premier rapporteur : Directeur général/INSAE ;

deuxième rapporteur : Directeur général des Affaires économiques

Membres :

* Ministère des Finances

- Directeur général du Trésor et de la comptabilité publique ;
- Directeur général du budget et du matériel ;
- Directeur général des Impôts et des domaines ;
- Directeur général de la Caisse autonome d'amortissement ;
- Directeur nationale de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ;

* ministère du Plan, de la Restructuration économique et de la promotion de l'emploi

- Directeur national du Plan et de la prospective ;
- Directeur de la Coordination des ressources extérieures ;

* Présidence de la République

- Conseiller spécial du Président de la République, chef de la cellule macro-économique ;
- Conseiller technique à l'économie et aux Finances du Président de la République ;
- Un (01) conseiller technique à la moralisation de la vie publique.

.../...

Article 5.- Le comité PIB-TOFE dispose d'un secrétariat chargé de :

- la coordination des travaux du comité
- la préparation et de l'organisation des réunions du comité
- la publication et la diffusion des travaux du comité.

Article 6.- Le secrétariat est composé des structures ci-après :

- Direction nationale du Plan et de prospective
- Institut nationale de la statistique et de l'analyse économique
- Direction générale des affaires économiques
- Direction nationale de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- Secrétariat technique de la Commission nationale de suivi de l'application du programme d'Ajustement structurel.

Article 7.- Le secrétariat est animé par le secrétaire technique de la commission nationale de suivi de l'application du programme d'Ajustement structurel, représentant du ministre des Finances.

Article 8.- Le comité PIB-TOFE se réunit une fois par trimestre. Toutefois, des réunions extraordinaires peuvent être convoquées en cas de nécessité, notamment dans le cadre des travaux :

- de préparation du budget général de l'Etat par les structures compétentes pour en assurer la cohérence macro-économique ;
- de projection des comptes nationaux, de la balance des paiements, du tableau des opérations financières de l'Etat, des programmes d'investissements publics et de la situation monétaire intégrée.

Article 9.- Les structures mentionnées à l'article 4 doivent transmettre au comité, les travaux à elles expressément assignés ou relevant de leurs attributions en vue de la réalisation des objectifs du comité.

Article 10.- Le comité PIB-TOFE tirera les ressources nécessaires à son fonctionnement des soutiens financiers du projet d'Appui à la gestion de l'économie (PAGE).

.../...

A la clôture dudit projet, le fonctionnement du comité sera assuré par les ressources d'autres projets de renforcement institutionnel ou le cas échéant, du budget national.

Article 11.- Le comité PIB-TOFE peut faire appel à toutes personnes ou structures susceptibles de contribuer à la réalisation de ses objectifs.

Article 12.- Le présent décret, qui prend effet pour compter de sa date de signature sera publié au Journal officiel.

Fait à Cotonou, le 04 Mai 1999

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,

Mathieu KEREKOU.-

Le ministre des Finances,

Abdoulaye BIO-TCHANE.-

Le ministre du Plan, de la restructuration
économique et de la promotion de
l'emploi,

Albert TEVOEDJRE.-

AMPLIATIONS : PR 6 AN 4 CS 2 CC 2 CES 2 HAAC 2 MF 4 MPREPE 4
AUTRES MINISTERES 16 SGG 4 DGBM-DCF-DGTCP-DGID-DGDDI 5 BN-
DAN-DLC 3 GCONB-DCCT-INSAE 3 BCP-CSM-IGAA 3 UNB-ENA-FASJEP
3 INTERESSES 14 JO 1.